

LES FONDAMENTAUX

HISTOIRE ÉCONOMIQUE
DE LA
GRANDE-BRETAGNE
AU XX^e SIÈCLE

Jean-Pierre DORMOIS

16^e N^a
1596



HACHETTE
Supérieur

1999081

LES **F**ONDAMENTAUX

LA BIBLIOTHÈQUE DE BASE DE L'ÉTUDIANT

— 1^{er} cycle —

NC

33

*HISTOIRE ÉCONOMIQUE
DE LA GRANDE-BRETAGNE
AU XX^e SIÈCLE*

Jean-Pierre Dormois
Maître de conférences
à l'Université de Montpellier-III

16° Na

1594

HACHETTE

LES FONDAMENTAUX

LA BIBLIOTHÈQUE DE BASE DE L'ÉTUDIANT

— 1^{er} cycle —

Dans la même collection :

- 1 • *Comprendre la formulation mathématique en économie* (D. Schlachter)
- 2 • *Relations économiques internationales* (J.-L. Mucchielli)
- 3 • *Économie politique / 1. Introduction et microéconomie* (J. Généreux)
- 4 • *Économie politique / 2. Macroéconomie et comptabilité nationale* (J. Généreux)
- 5 • *Économie politique / 3. Les politiques en économie ouverte* (J. Généreux)
- 6 • *Le Conseil d'État, son rôle, sa jurisprudence* (B. Stirn)
- 7 • *Les institutions de la V^e République* (Ph. Ardant)
- 8 • *Problèmes stratégiques contemporains* (Ph. Moreau Defarges)
- 9 • *La fiscalité en France* (P. Beltrame)
- 10 • *La responsabilité administrative* (M. Rougevin-Baville)
- 11 • *L'héritage institutionnel français. 1789-1958* (F. de La Saussaye)
- 12 • *Introduction à la science politique* (J.-M. Denquin)
- 13 • *L'économie mondiale / 2. De 1945 à nos jours* (Y. Crozet/C. Lebas)
- 14 • *Relations monétaires internationales* (C. Nême)
- 15 • *L'économie mondiale / 1. De la révolution industrielle à 1945* (Y. Crozet)
- 16 • *Introduction à l'étude du droit* (J.-C. Ricci)
- 17 • *La Constitution commentée article par article* (S.-L. Formery)
- 18 • *Finances publiques : le budget de l'État* (J. Mekhantar)
- 19 • *Les collectivités territoriales en France* (E. Vital-Durand)
- 20 • *Comprendre les mathématiques financières* (D. Schlachter)
- 21 • *Monnaie et problèmes financiers* (M. Dévoluy)
- 22 • *Contentieux administratif* (Turpin)
- 23 • *Civilisation américaine* (M.-C. Pauwels)
- 24 • *Histoire de la littérature anglaise* (E. Angel-Perez)
- 25 • *La psychanalyse* (T. Bonfanti, M. Labrot)
- 26 • *La psychologie sociale* (A. Mucchielli)
- 27 • *Introduction à l'histoire* (F. Hildesheimer)
- 28 • *La France dans le monde au XX^e siècle* (P. Moreau-Defarges)

ISBN : 2-01-144963-4

©HACHETTE Livre, Paris, 1994.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'Article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'Article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français du Copyright (3, rue Hautefeuille, 75006 Paris), constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les Articles 425 et suivants du Code pénal.



Table des matières

Introduction

I^{re} PARTIE : PARADOXES DE L'ÈRE ÉDOUARDIENNE (1901-1918) ..

A / L'apogée de la puissance britannique

- ◆ *Les ressorts de la prospérité britannique*
- ◆ *Les pôles d'excellence*
- ◆ *Primus inter pares*
- ◆ *Le bonheur d'être Anglais sous Édouard VII*

B / Les hésitations de la croissance

- ◆ *Crise de confiance*
- ◆ *L'héritage de la « Grande Dépression »*
- ◆ *La perte de compétitivité internationale*

C / Blocages, inertie ou manque de dynamisme de la structure industrielle

- ◆ *Rigidité dans l'affectation des ressources*
- ◆ *Essoufflement de la productivité*
- ◆ *Les « ratages » de l'innovation technique*
- ◆ *Manque de flexibilité de l'appareil de production industrielle*

D / L'envolée de l'économie des services

- ◆ *La mutation tertiaire*
- ◆ *Le développement des réseaux de communication*
- ◆ *Le rayonnement de la City*

E / La diversion des investissements outre-mer

- ◆ *Les avoirs britanniques outre-mer*
- ◆ *La logique des exportations de capitaux*
- ◆ *Les effets des transferts de capitaux sur l'économie*

F / L'effort de guerre en 1914-1918

- ◆ *Le potentiel militaro-industriel britannique en 1914*
- ◆ *La transition à l'économie de guerre*
- ◆ *L'intervention de l'État dans l'économie*
- ◆ *Les conséquences économiques de la paix*

II^e PARTIE : OMBRES ET LUMIÈRES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES

A / Longue et laborieuse reconversion

◆ Le retour à la normale jamais achevé	
◆ Le problème persistant du chômage	
◆ L'obsession du retour à l'étalon-or	
B / La crise de 1929 et ses conséquences	
◆ La diffusion de la crise	
◆ La dévaluation de la livre	
◆ La contraction de l'économie	
C / Le retour de la croissance : 1932-1937	
◆ Croissance spontanée ou assistée ?	
◆ Les moteurs de la reprise	
◆ La politique économique du gouvernement national	
◆ Le repli sur l'Empire	
D / La « guerre du peuple » (« the People's war »)	
◆ L'économie de guerre	
◆ Payer pour la guerre	
◆ L'instauration de l'État-providence	
III^e PARTIE : ILLUSIONS ET DÉCEPTIONS DE L'APRÈS-GUERRE	
A / Reconversion et réformes de l'économie (1945-1951)	
◆ Le nouvel ordre mondial	
◆ Les contrôles économiques	
◆ La politique budgétaire et monétaire	
◆ Le redressement de l'économie	
B / L'« âge d'or » de l'économie britannique (1951-1973)	
◆ Les performances macro-économiques	
◆ Le « ralentissement » des progrès de productivité	
◆ L'évolution de la structure de l'économie	
◆ La régulation de la demande	
◆ Les contraintes de la balance des paiements	
C / La crise des années 1970	
◆ Les signes avant-coureur	
◆ L'impuissance des pouvoirs publics	
◆ Le dérèglement de l'économie	
◆ L'impasse	
D / La « nouvelle » économie britannique (1979-1994)	
◆ Assainissement de la situation économique	
◆ Reprise de la croissance	
◆ La persistance des handicaps	
Glossaire	
Bibliographie	



Introduction

Il n'est pas exagéré de dire que les travaux en histoire économique d'origine anglo-saxonne mettent entre dix et vingt ans avant de parvenir au public français. Très peu d'ouvrages sont traduits et encore moins dans de brefs délais. Pourtant, probablement plus de 75 % de la production mondiale d'histoire économique est d'origine anglo-saxonne.

Née en Angleterre avec l'économie politique à la fin du XIX^e siècle, fécondée par l'École historique allemande, elle a évolué de plus en plus en osmose avec la science économique. Depuis la fin de la guerre, la plus grande source du renouvellement des sciences sociales est indiscutablement venue des économistes. L'histoire économique a, plus que toute autre, bénéficié de retombées des percées réalisées en particulier par la théorie néoclassique. Mais en retour, et de plus en plus, la *New Economic History* a été en mesure d'enrichir notre compréhension des phénomènes économiques et de fournir la dimension historique qui manque souvent aux analyses des évolutions actuelles. En 1993, d'ailleurs, le prix Nobel d'économie a récompensé deux de ses représentants les plus éminents, Robert Fogel et Douglass North.

Les observateurs français ont eu tendance à se montrer suspicieux vis-à-vis du modèle de développement économique de leur ancienne rivale et voisine, la Grande-Bretagne. Admiratifs, mais envieux à l'époque de sa suprématie, conquise dans un premier temps aux dépens de la France, les commentateurs n'ont jamais ménagé ni leurs conseils ni leurs critiques. Même au cours des époques où des hommes d'affaires et des industriels ont clamé qu'il fallait mettre ses pas dans les traces de l'Angleterre, il s'est trouvé des voix autorisées pour replacer l'expérience britannique « en perspective », pour la tenir à distance, *at arms' length*, comme pour en affirmer la relativité en même temps que la prépondérance des caractères *nationaux* du développement économique. Un an avant l'exposition du *Crystal Palace*, en 1850, Ledru-Rolin ne prédisait-il pas la ruine imminente du « système britannique de manufactures » ?

Dans l'univers de l'après-guerre froide, il est de bon ton d'opposer le capitalisme « sauvage » à l'anglo-saxonne, peu respectueux des droits des producteurs, et promoteur de luttes de classe, au modèle « rhénan » paré des vertus de la *Sozialmarktwirtschaft*, du « marché social », plus soucieux d'harmonie sociale et de respect des « droits des travailleurs ». Ce dualisme s'expliquerait en particulier par l'enracinement plus profond des convictions social-démocrates sur le continent. Pourtant, paradoxalement, la Grande-Bretagne est probablement le pays d'Europe, après la Suède, à être allée le plus loin sur la voie du socialisme au *xx^e* siècle qui vit, dans l'entre-deux-guerres, le triomphe des solutions « à l'allemande » avec les résultats que l'on sait.

Notre compréhension du développement économique de la Grande-Bretagne est aussi déterminée par les perceptions des observateurs de part et d'autre de la Manche. Au temps de sa puissance réelle ou supposée, jusqu'au milieu des années 1950, l'économie britannique s'imposait encore à nous comme une machine qui marche bien. Depuis une trentaine d'années, au contraire, un fort courant autocritique a renforcé à l'étranger le sentiment de la médiocrité des réalisations britanniques et de l'existence d'une *British disease* (titre d'un ouvrage de l'économiste G.C. Allen). Les péripéties de l'intégration de la Grande-Bretagne à l'Europe n'ont pas pu contribuer à renforcer la tentation de percevoir ce pays comme radicalement différent des autres pays d'Europe, hier dans l'excellence, aujourd'hui dans la médiocrité. Un tel raccourci doit être confronté à l'analyse. Une approche comparative, dans le moyen terme et dans un cadre européen apparaît appropriée. Les outils et les travaux des économistes doivent ainsi permettre cette distanciation vis-à-vis d'un soi-disant « exceptionnalisme » britannique et de comprendre pourquoi comme l'enseigne d'ailleurs la théorie économique, les mêmes causes tendent, d'un pays à l'autre, à produire invariablement les mêmes effets.

C'est l'ambition de ce petit ouvrage que d'introduire le lecteur français aux débats et aux problématiques actuellement développés dans l'historiographie anglo-saxonne sur l'économie britannique au *xx^e* siècle. On s'est efforcé autant que possible de ne pas entrer dans des débats techniques sur les méthodes utilisées, mais d'en dégager les enjeux et les enseignements. Ce survol s'appuie en outre systématiquement sur les séries d'indicateurs statistiques les plus généralement acceptées et sur la documentation (pour la période antérieure à 1939) rassemblée pour un cours enseigné à l'université de Cambridge en 1991-1992.

Première Partie

LES PARADOXES DE L'ÈRE ÉDOUARDIENNE 1901-1918

Pendant les années du premier avant-guerre baptisé du nom d'« Ère édouardienne », du nom du souverain successeur de Victoria, Édouard VII (1901-1910), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande jouit d'une puissance et d'une richesse inégalées au cours de son histoire. Résultat combiné d'une industrialisation précoce, d'une capacité d'adaptation aux conditions des marchés tant intérieurs qu'extérieurs et parfois d'une mainmise sur ceux-ci grâce à des conquêtes coloniales, la prospérité continue du pays avait, en dépit de la concurrence étrangère, multiplié par cinq le revenu national sous le règne de la reine Victoria (1837-1901). A la tête de la première flotte du monde, la Grande-Bretagne s'est assurée de plus outre-mer le contrôle « du plus grand empire terrestre depuis les Romains » qui couvrait alors près du quart des terres émergées.

— 1 —

L'apogée de la puissance britannique

A/ Les ressorts de la prospérité britannique

En 1901, le Royaume-Uni a derrière lui un siècle d'industrialisation et deux siècles continus de modernisation. Par modernisation, il faut entendre l'arrachement progressif aux formes d'organisation de la société traditionnelle avec le glissement des activités les plus rustiques (la production de denrées alimentaires) vers des activités de produits et de services rares. On pense aujourd'hui que pour trouver dans ce pays des niveaux de production et de revenu par habitant comparables à ceux des pays en voie de développement, il faut remonter en-deçà du XVI^e siècle. Dès la fin du XVII^e siècle, la Grande-Bretagne affichait des niveaux de revenu par habitant au-dessus des mille dollars actuels. De sorte que, même avant d'entamer son processus d'industrialisation proprement dit, l'Angleterre a commencé « riche ».

*PNB per capita au Royaume-Uni
1700-1913*

	(en \$ de 1985)
1700	1030
1780	1235
1820	1405
1870	2610
1890	3280
1913	4025

source : Maddison, 1991, 277.

La *success story* de la Grande-Bretagne dans le domaine économique au début du siècle, peut se résumer en *cinq révolutions réussies*.

◆ La révolution agricole

L'Angleterre a été la première nation à rationaliser dès le XVII^e siècle la production de denrées alimentaires grâce à l'accumulation de savoir-faire plus qu'aux applications des découvertes scientifiques du XVIII^e siècle. La « révolution agricole » est ainsi parvenue à accroître dans un premier temps les rendements et la productivité des agriculteurs et, dans un second temps, à libérer des surplus de main-d'œuvre qui ont trouvé à s'employer dans l'industrie « rurale » (ou proto-industrie*) naissante. Cette activité consistait dans la fabrication d'articles manufacturés de première nécessité à domicile, par les habitants des campagnes. La réduction de la main-d'œuvre employée à plein temps à nourrir ses concitoyens a aussi eu comme conséquence de favoriser le développement des techniques artisanales, leur diffusion et la multiplication des inventions « empiriques ». Dans ce contexte, il est douteux que le mouvement des enclosures* dans lequel Marx et Engels avaient vu le moteur de la prolétarianisation* de la classe paysanne, ait joué plus qu'un rôle marginal. L'exode rural a aussi permis la spécialisation à l'échelle des exploitations et des entreprises.

◆ L'expansion commerciale

Ce mouvement de spécialisation a alimenté par ricochet des flux commerciaux et permis à une classe marchande de plus en plus importante de se charger du commerce d'abord des produits de l'agriculture (laine, grains) puis des produits manufacturés.

L'expansion commerciale de l'Angleterre outre-mer s'inscrit dans le prolongement de la densification des réseaux commerciaux dans le marché intérieur. A propos de cette « révolution commerciale », certains historiens ont pu parler, à propos du XVIII^e siècle, d'une « naissance de la société de consommation » en Angleterre. Enfin le climat de relative tolérance salué par les *Philosophes* du XVIII^e siècle, mais en fait induit par l'incapacité de l'autorité politique à appliquer, comme en France, l'orthodoxie catholique et monarchique, a encouragé en particulier dans les institutions du savoir (Église, universités, Société royale, académies) l'esprit de découverte, dans tous les domaines : technique, géographique, botanique, etc.

* Les mots suivis d'un astérisque sont définis dans le glossaire en fin de livre.

◆ La révolution scientifique

Les acquis de la « révolution scientifique », d'abord perceptibles dans des cénacles très fermés, ont eu ainsi tout loisir de se répandre dans toutes les strates de la société et de venir en féconder, avec le temps, les plus riches d'avenir.

◆ La révolution industrielle

Entre-temps la « révolution industrielle » avait radicalement modifié l'organisation de la production de biens manufacturés et de l'économie tout entière. Là encore, la Grande-Bretagne a bénéficié du foisonnement d'initiatives individuelles qui ont trouvé, d'abord pour l'habillement, puis pour l'équipement domestique, enfin pour tous les biens de consommation jusque-là réservés à une élite, le moyen de fabriquer à bas prix une masse de « gadgets » nouveaux.

◆ La révolution des transports

Dans une seconde étape, à partir des années 1840, l'industrie lourde, stimulée par la « révolution des transports » (chemins de fer mais aussi construction navale) achevait la transformation du paysage économique du pays en le dotant des biens d'équipement à usage collectif nécessaires à la continuation et à l'intensification de l'industrialisation. Au cours de ce qu'il est convenu d'appeler, selon une expression contemporaine, la « Grande Dépression » (1873-1896), la Grande-Bretagne achevait sa troisième mue en développant et en diversifiant ses filières tertiaires. Là encore, elle disposait d'atouts anciens (sinon « congénitaux »), résultat de traditions commerciales et bancaires dont certaines remontaient au XVII^e siècle (la Banque d'Angleterre fut fondée en 1694). Son rôle de pionnier ne se limitait pas au secteur financier, comme on va le voir, mais s'exerça en fait surtout dans le domaine de la distribution et des services, achevant ainsi plus tôt que les autres, la création d'une société de consommation.

Le « destin » économique de l'Angleterre au XIX^e siècle atteste de sa capacité d'adaptation à des situations qui lui ont fait moderniser dans un premier temps son agriculture, puis révolutionner son industrie, enfin développer ses activités tertiaires, laissant à chaque fois à des concurrents le soin de reprendre les productions qu'elle avait abandonnées. La logique du développement la poussait comme d'autres économies après elle, vers une sophistication de plus en plus grande des moyens de satisfaire des

besoins sans cesse renouvelés. La question qui se pose à la Grande-Bretagne en cette fin de XX^e siècle, comme aux autres nations du monde développé, est : comment concilier progrès continu du revenu et développement sans maîtrise des produits finis (agricoles ou industriels) ?

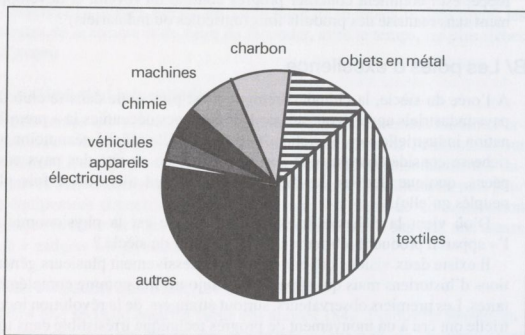
B/ Les pôles d'excellence

A l'orée du siècle, la Grande-Bretagne n'est plus seule dans le club des pays industriels après avoir été pendant quelques décennies la « première nation industrielle » et l'« atelier du monde ». Elle affiche néanmoins une richesse considérable puisque son PNB la place en tête des pays européens, quoique derrière les États-Unis (qui sont alors deux fois plus peuplés qu'elle).

D'où vient la richesse de ce pays et quelle est la physionomie de l'« appareil productif » britannique au tournant du siècle ?

Il existe deux visions qui ont dominé successivement plusieurs générations d'historiens mais qui apparaissent aujourd'hui comme complémentaires. Les premiers observateurs, surtout étrangers, de la révolution industrielle ont cru à un mouvement de progrès technique irrésistible dans tous les domaines. Les myriades d'inventions brevetées pendant les décennies après 1780 ont donné l'impression d'une transformation des modes de production dans toutes les activités économiques. Aujourd'hui, on met en valeur le fait que certaines d'entre elles ont été un peu, beaucoup ou pas transformées du tout au cours du XIX^e siècle, et surtout que l'adoption de certaines innovations au début de l'industrialisation a par là-même engagé un processus de spécialisation : les choix faits dans la phase de formation allaient se révéler déterminants pour l'avenir, qu'ils soient positifs ou négatifs. D'une certaine manière, l'exploitation de sa veine industrielle et commerciale a conduit l'Angleterre, comme l'ont écrit plusieurs auteurs, à « sacrifier son agriculture ». Celle-ci, en 1913, ne fournit guère plus d'un tiers des besoins alimentaires du pays. Le reste est importé d'outre-mer à moindre coût.

Actuellement les cinq continents sont nos tributaires volontaires. Les plaines d'Amérique du nord, la Russie, voilà nos champs de blé ; Chicago et Odessa sont nos greniers ; le Canada, les pays baltiques, nos forêts. L'Australie contient nos troupeaux de moutons, l'Amérique nos troupeaux de bœufs [...] Les Chinois cultivent le thé pour nous et, des Indes orientales affluent vers nos rivages le café, le sucre, les épices. La France et l'Espagne sont nos vignobles.

Répartition des produits d'exportation britanniques en 1913

Ainsi s'exprimait l'économiste Stanley Jevons dès 1866. Et de fait, l'agriculture britannique est réduite à peu de choses après la Grande Dépression*.

Ce qui fait dès cette date la richesse de l'Angleterre, c'est « cette immense accumulation de marchandises » dont parlait le citoyen de Londres, Karl Marx. Encore que les économistes ne s'accordent pas sur la portée exacte du terme, il est certain que les progrès de celle-ci ont été conduits par des « industries motrices » (*leading sectors*).

Le plus visible de l'étranger est, sans conteste, l'extraction charbonnière. Les puits de mine du Black country* avec leurs corons interminables semblent soutenir toute la vitalité de l'industrie britannique et ont fait de l'Angleterre un *fuel state* (une nation de combustible). En 1913, le Royaume est, avec 292 millions de tonnes, le premier producteur de combustible fossile du continent et le second du monde (derrière les États-Unis). L'abondance de houille sur le territoire national a grandement facilité la mécanisation de l'industrie britannique. Jevons encore lui, disait que l'Angleterre était un « bloc de charbon ».

Néanmoins, ce n'est pas tant l'industrie lourde qui s'est développée pré-cocement en Grande-Bretagne, que l'industrie des biens de consommation courants et c'est grâce à eux qu'elle a conquis son marché intérieur et constitué ses marchés d'exportation. C'est le cas de l'industrie textile et de l'habillement. En 1900, les deux cinquièmes des 106 millions de broches à tisser dans le monde, sont britanniques. C'est aussi le cas de l'industrie de conditionnement des produits alimentaires qui comprend la brasserie (bière) et les produits du tabac (cigarettes « anglaises »). Ce sont là des secteurs où les produits britanniques ont atteint une notoriété internationale. Mais le Royaume-Uni a conquis également une certaine prépondérance dans les secteurs de l'industrie lourde : ils représentent les deux tiers de ses exportations et près de 20 % du commerce mondial.

*Part de la production britannique dans la production mondiale
1900-1913*

(en %)	1870-1874	1900-1904	1910-1914
fonte	47,2	20,2	14,9
acier	43,9	15,1	10,8
marchandises en métal	80,0	44,0	32,0
produits chimiques	?	6,0	6,0

En dépit de la montée de la compétition internationale et du protectionnisme en Europe continentale et aux États-Unis, la Grande-Bretagne était parvenue à maintenir ses débouchés pour une gamme très étendue de ses produits. A la veille de 1914, la Grande-Bretagne était toujours la première économie d'exportation du monde, mais c'est aussi celle qui exportait le plus de produits manufacturés.

Bien que ses anciens quasi-monopoles fussent battus en brèche un peu partout dans le monde, il n'était guère de filières dont les produits britanniques fussent absents. Ainsi le développement de l'économie britannique est surtout remarquable par l'éventail des domaines où elle affirmait sa présence. Elle a atteint en 1914 les compétences d'un généraliste inégalé : elle habilite les deux tiers du continent noir, exporte dix fois sa consommation propre de quincaillerie, chausse chaque année un nombre d'individus égal à la moitié de sa population, construit les chemins de fer en Amérique du Sud, au Canada et en Russie, des infrastructures portuaires un peu partout, son architecture jusqu'en Inde et en Jamaïque. Pourtant sa balance commerciale est chroniquement déficitaire.

Le phénomène nous est devenu familier : les économies riches ou en expansion consomment plus de l'étranger qu'elles ne lui livrent. C'est qu'en échange elles lui fournissent des services rares et donc à forte valeur ajoutée. De ce point de vue, la Grande-Bretagne est devenue en 1914 la première économie « post-industrielle » à vocation majoritairement tertiaire. La part du revenu national produite par le secteur des services a dépassé, dès 1870, celle du secteur industriel et y tient une place grandissante (entre 45 et 57 % du PNB selon les estimations). Cette richesse est essentiellement le fait de trois activités où le Royaume-Uni a atteint une excellence inégalée : la distribution, les services financiers et les transports et communication. Ses activités commerciales, appuyées sur une gestion perfectionnée des informations et des stocks lui rapportent des marges à taux compétitif mais dont la masse se chiffre en millions de livres. Les activités bancaires et assimilées (assurances) bénéficient de la longue expérience de certaines maisons qui se classent au premier rang mondial : la banque London and Midlands et Lloyds, premier assureur mondial. Enfin, les transports lui assurent un flot continu de revenus grâce à ses positions de force dans les liaisons maritimes et ferroviaires alors que son télégraphe constitue le premier réseau mondial.

Cette prépondérance des activités tertiaires est perceptible dans la balance des paiements. Alors que sa balance commerciale est déficitaire (de 134 millions de £ en moyenne entre 1911 et 1913), la balance des paiements dégage un excédent de l'ordre de 208 millions de £, soit l'équivalent du produit conjugué du textile, de la construction mécanique et de l'imprimerie !

C/ Primus inter pares

En 1913, le Royaume-Uni n'est plus la première économie du monde. Il a été dépassé par les États-Unis, d'abord en chiffre de population dans les années 1850 (en 1901 la population américaine est de 77,5 comparés à 41,5 millions de Britanniques), puis en termes de PNB au cours de la décennie 1870.

Quand on mesure le niveau de richesse rapporté à la population, on voit qu'à l'aube du siècle, l'écart relatif qui sépare la Grande-Bretagne des États-Unis est beaucoup moins grand qu'il n'y paraît. A l'inverse, l'écart avec les habitants des autres pays du continent européen se creuse.

PNB par habitant, 1913¹

	(de 1985)
1. États-Unis	4 855
2. Royaume-Uni	4 025
3. Danemark	3 265
4. Pays-Bas	3 180
5. Suisse	3 085
6. Belgique	3 035
7. France	2 735
8. Allemagne	2 605
9. Suède	2 450
10. Italie	2 085

Source : Maddison, 1991, *ibid.*

Ce haut niveau de vie s'explique par le fait que le processus de modernisation était beaucoup plus avancé dans les Îles britanniques qu'ailleurs en Europe. En particulier, le taux de participation (le rapport entre la population active et la population totale) était particulièrement élevé. Il restait en effet peu de « poches » de sous-emploi comme on en trouve dans les économies traditionnelles à secteur agricole majoritaire. De fait, la Grande-Bretagne est en tête des pays industriels pour ce qui est de la salarisation de sa population active : la rente (revenus de la terre) tient une place réduite et en constante diminution alors que les salaires (revenus du travail) augmentent et constituent l'essentiel du revenu national. C'est grâce à cette diffusion extensive des revenus du travail que s'est effectuée l'augmentation sensible du niveau de vie, même si celle-ci a été retardée par rapport à celle de la croissance. Des sacrifices consentis par les générations pendant la révolution industrielle, les fruits sont recueillis alors par leurs enfants, voire leurs petits-enfants. De fait, on observe que ce n'est qu'après 1850 que la croissance du PNB *per capita* dépasse le 1 % par an alors que l'économie croissait en tendance à plus de 2 % par an depuis 1780 : le revenu national doublait au rythme de 35 ans alors que le revenu par tête ne doublait quant à lui que tous les 135 ans.

La lenteur que mit le niveau de vie à profiter de la croissance ainsi que la détérioration, au moins en apparence, des conditions de vie des classes ouvrières, expliquent la violence du courant anti-capitaliste chez les intellectuels (de William Blake à Marx et Engels) et la précocité du mouve-

1. Il est à noter que la méthode utilisée pour construire les données du tableau ci-dessus (rétropolation à prix relatifs américains) majore l'écart entre les États-Unis et le reste du monde.

ment syndical en Grande-Bretagne. En l'absence d'indicateurs statistiques, ce phénomène explique aussi que nombre d'observateurs contemporains aient cru de bonne foi à la thèse marxiste (en fait engélienne) de la paupérisation « absolue » (qualifiée ensuite de « relative ») des classes ouvrières selon laquelle l'industrialisation aurait enrichi les riches et appauvri les pauvres. Les études actuelles indiquent effectivement une détérioration du niveau de vie (ou plutôt des *conditions* de vie) des familles ouvrières dans la période où l'économie britannique accomplit son « grand bond en avant » (entre 1820 et 1850), essentiellement à cause des guerres napoléoniennes et d'une urbanisation hâtive et chaotique. Néanmoins, très tôt, il faut remarquer que les autorités (pouvoirs publics, églises, philanthropes), bien en cela dans la tradition du militantisme puritain, cherchèrent à réduire les abus les plus criants et à développer des mécanismes d'aide sociale. Poussé par le mouvement réformateur « chartiste » sous l'égide de la *Fabian society* (fondée en 1839), les gouvernements légiférèrent abondamment à partir de 1834 (lois sur les pauvres, *Factory acts...*). L'« extinction du paupérisme » fut un constant souci des Victoriens.

D/ Le bonheur d'être anglais sous Édouard VII

À la veille de 1914, le sujet britannique moyen se trouve dans la partie du monde où il fait le mieux vivre.

Bien que quatre fois moins riches qu'en 1993 (où leur PNB *per capita* est de 17 000 \$) que quatre-vingts ans plus tôt, les sujets du roi d'Angleterre jouissaient alors de conditions de vie très enviables, même aux yeux de la majorité des hommes d'aujourd'hui. Mais, objectera-t-on, le revenu par habitant peut se révéler un guide peu sûr pour juger du développement d'un pays. C'est pourquoi depuis 1990, les Nations Unies publient pour chaque pays un « indice de développement humain » (IDH) gradué de 0 à 100 qui vise à mesurer le bien-être par des mesures complémentaires qui incorporent des données sur le niveau d'éducation (alphabétisation et durée de la scolarisation), l'hygiène et les conditions sanitaires (mortalité infantile et espérance de vie) et le régime alimentaire (nombre de calories journalières).

La Grande-Bretagne figure aujourd'hui au 10^e rang mondial (parmi les 54 pays jouissant d'un « niveau de développement supérieur »). Il est

Au début du XX^e siècle, la Grande-Bretagne jouit d'une puissance et d'une richesse inégalées au cours de son histoire. Son économie est alors la première d'Europe. Aujourd'hui, elle n'est plus que la quatrième ; il est admis qu'elle a subi un considérable déclin.

Cet ouvrage cerne les causes de la "grandeur et de la décadence" de l'économie britannique. Il s'appuie sur les travaux anglo-saxons les plus récents et sur une analyse comparée des pays européens.

Ancien Knox Fellow au Trinity College (Cambridge), Jean-Pierre Dormois, agrégé d'Histoire, est maître de conférences à l'université de Montpellier III.

Les Fondamentaux
La bibliothèque de base de l'étudiant
en sciences humaines
- 1^{er} cycle -

Imprimé en France
S. S. O. I. - PARIS

14/4963/6



9 782011 449634

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 01361865 9

DANGER



LE
PHOTOCOPIAGE
TUE LE LIVRE

« Le photocopillage c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le photocopillage menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique et prive les auteurs d'une juste rémunération.

En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. »

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX^e siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1^{er} mars 2012.

Avec le soutien du

